

L'OCCUPATION de la Ruhr porte ses fruits. « C'est un désastre » a dit Bonar Law à la Chambre des Communes. M. Poincaré a fourni — bien à contre-cœur — des explications à la Commission des Affaires extérieures au Palais-Bourbon.

Il en résulte qu'il faut compter pour un mois et demi 50 millions de dépenses militaires.

Et M. de Lasteyrie ajoute à cette note des frais :

1°. Un crédit de 5 millions pour les dépenses passées et futures et une fois pour toutes, de nos différentes missions civiles.

3°. Une dépense de 60 millions au budget des chemins de fer nécessitée par le fond de roulement, la mise en train et les dépenses d'exploitation de certaines lignes réquisitionnées.

Cela fait, avec certaines rectification de chiffres, un bloc de 100 millions qu'il faut trouver dans un budget déjà en déficit et pour lequel on songe déjà à lancer... une loterie !

A remarquer que le « désastre » fait perdre au gouvernement bourgeois les 60 millions que sous une forme ou sous une autre il eût touché pendant ces deux mois de l'Allemagne. Constatons, d'ailleurs, qu'au cas où il les toucherait dans le temps à venir, ces millions ne parviendraient pas à couvrir les frais de l'occupation qui dépassent trente millions par mois...

M. Poincaré a d'ailleurs donné des chiffres tout à fait concluants sur les chances d'une telle éventualité...

En ce qui concerne la question des chemins de fer, dit le communiqué du Temps, le président du Conseil a indiqué qu'avant notre occupation, le trafic était, par jour, de 580 trains de voyageurs et de 620 trains de marchandises ; à l'heure actuelle, il est réduit à 70 trains au total.

En effet, il y avait dans la Ruhr 40.000 employés de chemins de fer, et dans la Rhénanie 120.000. A cette heure, nous n'avons pu envoyer que 9.640 cheminots français, et la quantité de charbon expédiée par nous en Belgique et en France n'a pas dépassé 1.026 wagons, soit environ 15.000 tonnes.

Les chiffres officiels sont donc largement inférieurs à ceux communiqués par les agences.

D'ailleurs, un peu partout, faute de coke, les hauts-fourneaux s'éteignent...

Et pendant ce temps-là, nous rappelait il y a quelques jours l'Information, les fours à coke du Nord de la France, récemment reconstruits et prêts à fonctionner, ne sont pas mis à feu, faute de commandes !

Ce n'est pas pour rien que le Comité des Forges a pour mission de contrôler et de régulariser la production !

CEILLI dans cette même Information du 21 février, ce savoureux passage extrait du reportage de M. Gerville Réache :

« N'en déplaise à nos amis britanniques, si nous le voulions, nous pourrions chaque jour charger pour la France de nombreux trains de charbons, mais nous entendons, pour le moment du moins, laisser au Reich et au cabinet Cuno la responsabilité pleine et entière du refus de livraison.

Sur l'ordre de Berlin, les mineurs refusent de charger les wagons. Nous ne voulons pas les y contraindre par la force et nous nous contentons de prises, çà et là. Les postes de blocage ne reçoivent ni charbon, ni sous-produits, ni fret métallurgique ; nous attendons paisiblement qu'ils en reçoivent pour les expédier et les diriger ensuite où

bon nous semblera : A ce jeu, il est encore évident que nous tenons le bon bout et qu'il n'y a aucune raison pour que nous nous lassions les premiers.

N'est-ce pas véritablement délicieux. Nous étions loin de nous attendre à des explications d'une naïveté aussi touchante, pour faire digérer par le public les ridicules 1.026 wagons de charbon que la mission Coste a eu déjà tant de mal à envoyer en France et en Belgique.

ON vient de voter 400 millions pour la Pologne, en un tournemain, dans la Chambre française. Wrangel vient de recevoir d'elle un nouveau satisfécit... Que cachent ces libéralités ?

En Europe Centrale, la situation est des plus tendues : Pologne et Lithuanie en sont venues aux mains il y a quelques jours, dans la zone neutre. Les menaces de M. Sidziłowshas n'étaient pas vaines...

Tous les regards sont tournés vers la République des Soviets. A l'occasion du conflit polono-lithuanien, un incident assez cocasse a couvert la presse française, toujours si bien informée, de ridicule et d'odieux.

Tchitcherine avait, le 20 février, rédigé une note. Avant de la connaître, le Matin, organe de M. Poincaré, la commentait en ces termes, le 21 février :

Tchitcherine encourage la Lithuanie à résister

« M. Tchitcherine a adressé au gouvernement de Kovno une note dans laquelle il assure la Lithuanie, « victime de l'agression polonaise », de la sympathie des Soviets, qui ne peuvent voir favorablement la Pologne s'emparer du chemin de fer Vilna-Grodno, que la récente décision de la S.D.N. attribue provisoirement au gouvernement de Varsovie.

« Cette intervention des Soviets à Kovno se produit au même moment où leur ambassadeur à Angora tente d'empêcher la paix. Il semble qu'il y ait là un plan concerté de grande envergure ».

Or, patatras ! C'était exactement le contraire.

Dans la note de Tchitcherine, la Russie affirmait ses intentions pacifiques aux deux parties et proposait de s'entremettre pour apaiser le conflit, conformément à l'article 3 du traité de Riga, en compagnie de tous autres « Etats impartiaux... »

Le 21 février, au soir, le Temps rattrapait la gaffe en des termes pleins d'aménité à l'égard de la République des Soviets. Il félicitait Tchitcherine pour ses intentions et il ajoutait :

« La conférence de Lausanne, où la France et la Russie n'avaient pas d'intérêts inconciliables, a été une occasion manquée. Nous espérons, pour le bien des deux pays, que l'affaire lithuanienne ne créera pas entre eux un différend artificiel, absurde et malfaisant.

« Si la Russie veut la paix, la France la veut aussi. Le gouvernement russe n'a donc pas besoin de rechercher — recherche vaine — la collaboration « d'autres Etats impartiaux ». La paix ne sera vraiment assurée, sur le continent européen, que le jour où la France et la Russie pourront recommencer à se comprendre. S'étant comprises, elles se reconnaîtront ».

Mais le plus drôle, c'est que le lendemain 22 février, le Matin insérait un court article :

« Tout en se gardant de prendre le parti de la Lithuanie, le commissaire des affaires étrangères rappelle, etc... »

Mais combien de lecteurs du Matin se seront aperçu de la canaillerie ?